



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

10/08/2023

Macron prépare sa rentrée avec de nouvelles attaques contre les salariés.

Dès avril le gouvernement affichait vouloir « *désendetter la France* » pour préparer une nouvelle cure d'austérité. Le 12 juillet dernier, le ministre du Budget Gabriel Attal demandait un « *effort global* » de la part de la population. Le gouvernement prévoit maintenant « *cinq années d'austérité* » pour faire reculer la dette française. Il veut faire peser cette charge sur les travailleurs, sur les services publics, pas sur les multiples cadeaux faits au patronat, ni sur leurs profits records ! Les entreprises du Cac40 publient leurs comptes semestriels, 33 d'entre elles dégagent 64 milliards d'euros de bénéfice, leurs chiffres d'affaires global semestriel dépasse d'ores et déjà les 750 milliards d'euros, soit une hausse 4% par rapport la même période de 2022. « *Les entreprises du CAC 40 ont répercuté massivement la hausse des prix sur le consommateur final, dopant ainsi leur marge et leur résultat net au premier semestre 2023* » écrit le journal économique *Challenges*.

Le capital s'enrichit sur le dos des travailleurs

Le budget 2024 affiche les réductions des dépenses et comportera un nombre conséquent d'attaques sur l'accès à la santé, à l'éducation, à l'énergie, de nouvelles coupes budgétaires s'annonce aussi sur les collectivités territoriales...

Côté santé, après la réduction du remboursement des frais dentaires, Gabriel Attal annonce la couleur : « *sur le budget de la Sécurité sociale, j'assume de dire qu'il faut prendre des mesures pour stopper la progression du nombre d'arrêts-maladie* ». Une campagne sur la prétendue fraude sociale est donc lancée⁽¹⁾. Le gouvernement a prévu un renforcement des contrôles plutôt que de se demander pourquoi les conditions de travail rendent les salariés malades⁽²⁾ : à l'intensification du travail, l'usure professionnelle, s'ajoute la hausse du recul de l'âge de départ à la retraite...

La situation des travailleurs et du peuple se détériore.

L'offensive du pouvoir s'accélère pour justifier les attaques sur l'ensemble des travailleurs qui subissent le coût de l'inflation, les attaques du gouvernement sur le marché du travail, après l'augmentation de 15% du prix de l'électricité en février, le gouvernement annonce une augmentation de 10% en août, hausse du carburant, des produits alimentaires...

L'impérialisme français nous fait payer sa course aux armements et les multiples cadeaux au patronat. Sans lutte pour s'y opposer, Macron n'est pas prêt de suspendre ces attaques contre les travailleurs : la Loi de Programmation Militaire consacre 413 milliards d'euros au budget de l'armée pour les sept prochaines années, la Loi d'Orientation et de Programmation du Ministère de l'Intérieur augmente de plus 15 milliards d'euros...

Macron prépare d'arrache-pied la rentrée et prévoit d'associer certains partis à un tout nouveau projet, qu'il qualifie d'« *initiative politique d'ampleur* », dans un entretien au *Figaro Magazine*. Après le pétard mouillé du Conseil national de la refondation, Macron entend « *Essayer de réunir autour d'un projet clair et simple tous ceux qui veulent s'y retrouver, sans leur demander d'adhérer à tout* » confie-t-il au magazine. Il déclare : « *Je ferai tout ce que je peux faire jusqu'en mai 2027. Et je vais faire beaucoup, croyez-moi* ». Le chef de l'État n'exclut pas d'utiliser l'article 49.3... « *Je ne veux pas être bousculé par des majorités de fortune ou des blocages [...]. J'utiliserai ce que la Constitution me permet de faire* », a-t-il indiqué.

Il n'y a pas d'autre chemin que celui de la lutte des classes ferme et résolue

Macron, le gouvernement, le patronat préparent bien l'affrontement sur le terrain de la lutte des classes. Il faut les faire reculer et se préparer au combat, rompre avec le dialogue social, construire la mobilisation. Le régime autoritaire se confirme, il s'est déjà exprimé puissamment ces derniers mois, du passage en force sur la réforme des retraites à la répression d'exception contre la jeunesse des quartiers populaires. Le

gouvernement montre qu'il ne veut rien négocier, ni retirer les lois sur le chômage, ni la réforme des retraites, ni la réforme du RSA...

Il y a urgence à stopper cette offensive, en mobilisant l'ensemble des travailleurs en faveur des salaires, des retraites, des services publics, des libertés, de droit de grève... afin de construire un rapport de force. Macron et le patronat craignent la rue avec notamment la Coupe du monde de rugby en septembre et les Jeux olympiques dans quelques mois.

Nous avons toutes et tous les mêmes intérêts: stopper la politique de Macron et des capitalistes qui ne cherche que le profit. Le contexte d'inflation est loin d'être résorbé il faut imposer au gouvernement et au patronat l'augmentation généralisée des salaires, leur indexation sur l'inflation, l'augmentation immédiate des minima sociaux, il faut riposter à l'autoritarisme du pouvoir, la répression contre les salariés, les syndicalistes qui luttent...

La lutte sociale et la lutte politique sont indissociables pour créer un rapport de force en faveur des travailleurs et du peuple, pour lutter contre le capital jusqu'à l'abattre et construire une société enfin débarrassée de l'exploitation capitaliste. C'est à cette tâche que travaille notre Parti Révolutionnaire Communistes. Son renforcement par votre adhésion est le plus sûr moyen d'avancer.

Un millier de médecins généralistes sont concernés par une mise sous objectifs. Une procédure qui enjoint les médecins à baisser et à justifier leurs arrêts de travail délivrés, sous peine de sanctions financières pouvant atteindre 9 000 euros.

- Selon le baromètre du cabinet Mercer, 48 % des salariés ont été absents au moins une fois plus de trois jours en 2022, contre 36 % en 2021 et 39 % en 2020. Vagues Omicron, épidémies hivernales de grippe et de bronchiolite...

Selon l'étude d'Axa, les troubles psychologiques (troubles anxieux, bipolaires, dépressifs majeurs, épuisement professionnel ou burn-out) sont en effet devenus la première pathologie à l'origine des arrêts de travail de longue durée. Ils représentent 22,2 % des arrêts de plus de 30 jours en 2022, contre 18,2 % en 2019.

Tendance bien plus forte chez les jeunes salariés et les cadres, dont le taux est habituellement très bas. Ainsi, le taux d'absentéisme des moins de 30 ans a explosé de plus de 50 % entre 2019 et 2022 et de plus de 40 % chez les managers.